

BANK OF AFRICA-NIGER

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DE LA BANK OF AFRICA-NIGER**

LE MARDI 22 MARS 2011 A NIAMEY

POINT 1

**EXAMEN ET APPROBATION DU BILAN ET DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 22 MARS 2011 POUR L'EXERCICE SOCIAL 2010**

CADRE ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'ANNEE 2010 AU NIGER

L'environnement économique international

La reprise de l'économie mondiale après la crise financière de 2008, perd en 2010 de sa vitalité et la croissance entamée par les mesures d'austérité prises dans les pays riches, s'est traduite par une progression limitée du Produit Intérieur Brut mondial à 4,6 % après une régression de 1,4% en 2009.

Cette performance globale est principalement due au dynamisme des deux grandes nations émergentes, la Chine (+10,30% contre +9,6% en 2009) et l'Inde (+8,4% contre + 7,7% en 2009) et dans une moindre mesure, au bon niveau de croissance de l'ensemble des pays émergents et du continent africain (près de 6%) même si la progression de ce dernier est jugée bien en deçà de ses potentialités.

En revanche, les pays développés ont globalement peiné.

L'Europe qui a connu une croissance de 1,6% en 2010, rencontre encore plus de difficultés avec un niveau des dettes publiques peu soutenable, entraînant des politiques d'austérité budgétaire et des taux de chômage élevés qui limitent la demande intérieure ; l'Allemagne échappant toutefois à cette morosité. Le taux d'inflation se situerait globalement à 2,21% pour 2010 contre 1,2% en 2009.

L'environnement économique au sein de l'U.E.M.O.A.

Dans le sillage de la reprise mondiale, les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ont vu leur situation économique globalement s'améliorer en 2010. Outre la bonne tenue des services marchands et du commerce, le secteur agricole a bénéficié d'excellentes campagnes dans la plupart des pays. Ainsi, la croissance économique a progressé en 2010 de 4,8% contre 2,8% en 2009.

L'inflation se situerait globalement à 1,4% contre 1,1% en 2009 en raison de la hausse du prix des denrées alimentaires.

L'environnement économique et financier au Niger

Au Niger, l'année 2010 a été marquée par deux événements politiques : d'une part, le coup d'Etat du 18 février 2010 qui a placé le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie à la conduite d'un pouvoir de transition sous la présidence du Général de Corps d'Armée Djibo Salou et d'autre part, les prises d'otages au Niger du 20 avril 2010 à Ingall (avec M. Michel Germaneau exécuté en juillet 2010), du 16 septembre 2010 à Arlit (avec 7 personnes enlevées dont 5 ressortissants français) et du 07 janvier 2011 à Niamey (ayant entraîné la mort de deux ressortissants français).

Dans ce contexte, après une année 2009 marquée par les mauvais résultats de la campagne agricole et par la suspension de certains financements extérieurs, la croissance économique connaît un net redressement en 2010 et atteint 5,4% (contre - 1,2% en 2009).

Le taux de l'inflation se situerait en glissement annuel à 2,5% pour 2010 contre 4,3% en 2009.

L'économie bénéficie des bons résultats de la campagne agricole en cours et d'une croissance de l'activité minière et du secteur des services.

En dépit d'un effort pour accroître les recettes publiques, fiscales et douanières notamment, l'État demeure tributaire de l'aide extérieure qui représente un tiers de son budget. Compte tenu des engagements pris par le CSRD pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel et de l'Etat de droit, les bailleurs de fonds ont repris leur coopération en 2010.

Les autorités ont poursuivi les réformes visant la restructuration et l'assainissement du système financier. Elles ont également œuvré pour un renforcement de l'environnement des affaires afin de favoriser l'émergence d'un tissu économique formel, capable de contribuer au développement économique.

Les exportations croissent en 2010 de 6,64% à 452,6 Milliards de FCFA et les importations de 5,6% à 714,3 Milliards de FCFA. Le taux de couverture se situe donc à 63,4%, ce qui génère un déficit de la balance commerciale de 261,4 Milliards de FCFA.

Le budget 2011 s'annonce très ambitieux puisqu'il projette des ressources à hauteur de 1.006 Milliards de FCFA dont 616 Milliards de ressources internes et 390 Milliards de ressources externes pour couvrir un prévisionnel de 549 Milliards de FCFA de dépenses courantes et de 457 Milliards de FCFA de dépenses d'investissement.

Enfin, les élections présidentielles dont le premier tour s'est tenu le 31 janvier 2011, doivent ouvrir la voie au retrait de la junte militaire et conduire à la restauration d'un régime civil en avril 2011. Elles seront déterminantes pour la stabilité du pays.

ANALYSE DES COMPTES DE BILAN ET DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2010

Les comptes de l'exercice 2010 de la BANK OF AFRICA-NIGER (BOA-NIGER), première année du Plan Triennal de Développement 2010-2012, confirment et amplifient l'évolution satisfaisante constatée au cours des trois derniers exercices. Tous les indicateurs ont évolué favorablement par rapport à ceux de l'année 2009. Le produit net bancaire et le bénéfice après impôt ont relativement bien progressé de respectivement 5.3% et 37%.

Le total du bilan à fin 2010 s'est établi à **139 364 361 099 FCFA** contre 110 414 688 760 FCFA au 31 décembre 2009, en hausse de 26%.

Les dépôts de la clientèle ont atteint globalement **80 887 845 935 FCFA** à fin 2010 contre 63 670 585 937 FCFA au 31 décembre 2009, en augmentation de 27%.

Les dépôts à vue se sont établis à **59 403 609 358 FCFA** à fin 2010 contre 42 555 920 459 FCFA au 31 décembre 2009, en hausse de 39,6%. Cet accroissement des ressources à vue collectées découle en partie des actions commerciales menées auprès de la clientèle.

Les dépôts à terme ont baissé de 25% avec **9.983.405 406 FCFA** à fin 2010 contre 13.316 591 947 FCFA un an auparavant. Cette baisse découle du non renouvellement de certains DAT arrivés à échéance mais compensés partiellement par de nouveaux DAT de plus 5 000 millions de FCFA effectués par quelques grandes sociétés.

Les comptes d'épargne à vue ont augmenté de 42% au cours de l'exercice 2010 par rapport à 2009. Ils sont passés de 6 907 671 292 FCFA au 31 décembre 2009 à **9 806 878 197 FCFA** au 31 décembre 2010 grâce aux efforts de collecte d'épargne menés tous azimuts notamment dans le cadre des campagnes « comptes d'épargne ».

Le nombre de comptes ouverts et actifs a augmenté de plus 21% avec **42 872 comptes** à fin 2010 contre 35 403 comptes un an auparavant. Cette progression significative a concerné pour l'essentiel, les comptes de dépôts à vue et les comptes d'épargne à vue dont les nombres ont progressé respectivement de 10,8% et de 35,3%.

Les dettes interbancaires ont augmenté de 44,4% au cours de l'exercice 2010 comparativement à l'exercice 2009, en passant de 25 855 349 145 FCFA à fin décembre 2009 à **37 331 708 284 FCFA** au 31 décembre 2010.

Les dettes représentées par des titres ont baissé de 20% à fin 2010 à **2 000 000 000 FCFA** contre 2 500 000 000 au 31 décembre 2009.

Les autres passifs ont également baissé de 36% à fin 2010 à **3 006 972 095 FCFA** contre 4 700 999 510 FCFA au 31 décembre 2009.

Les comptes d'ordre et divers sont restés inchangés sur les deux périodes avec **1 368 901 593 FCFA** à fin décembre 2010.

Les provisions pour risques et charges à **500 582 906 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 295 930 919 FCFA à fin 2009, ont connu une hausse de 69,2% correspondant principalement aux dotations de provisions pour charges d'impôt de l'exercice.

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) est resté inchangé à **1 604 557 798 FCFA** au 31 décembre 2010 par rapport à fin 2009. Cela découle de la mise à jour des garanties opérées au cours de l'exercice 2010 qui a réduit le niveau des engagements nets.

Les emprunts subordonnés ont été ramenés à **636 363 636 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 1 227 272 727 FCFA à fin 2009. Cette baisse de plus de 48% correspond aux remboursements en capital effectués au cours de l'exercice 2010.

Le capital social qui a augmenté de 1 500 000 000 FCFA au cours de l'exercice 2010, s'est établi à **5 000 000 000 FCFA** au 31 décembre 2010. Cet accroissement résulte des augmentations de capital d'une part, de 1 000 000 000 FCFA par incorporation des réserves et d'autre part, de 500 000 000 de FCFA par émission de 50 000 actions nouvelles par Offre Publique de Vente décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire au cours de l'exercice 2010.

Les primes liées au capital de 1 694 500 000 FCFA à fin 2009, se sont établies à **1 644 500 000 FCFA** au 31 décembre 2010 en diminution nette de 50 000 000 FCFA résultant de l'effet conjugué de l'incorporation des réserves anciennes au capital et de la prime résultant de l'émission de 50 000 nouvelles actions décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire au cours de l'exercice 2010.

Les réserves avant répartition du bénéfice de l'exercice 2010 ont atteint **3 171 437 198 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 2 377 322 154 FCFA à fin 2009, en augmentation de 794 115 044 FCFA. Cette variation est la conséquence de l'affectation en réserves du résultat de l'exercice 2009 à hauteur de 794 115 044 FCFA décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 avril 2010.

Les engagements de la clientèle, engagements directs et engagements par signature, se sont élevés à **97 676 580 671 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 77 412 850 329 FCFA à fin 2009. Cette hausse conjuguée de 31,2% résulte à la fois, de celle des engagements directs pour 28,8% et de celle des engagements par signature pour 39,2%.

Les prêts et avances ont progressé de 23,3% à **71 138 238 129 FCFA** à fin 2010 contre 57 717 508 572 FCFA au 31 décembre 2009. Cette progression est due à l'augmentation des prêts à moyen terme (28,9%) et à celle des prêts à court terme (52,9%).

Les comptes ordinaires débiteurs ont progressé de 132,7% à **13 010 906 223 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 5 592 208 719 FCFA à fin 2009. Cette hausse traduit l'augmentation des besoins en trésorerie de nos principaux clients.

L'encours des effets escomptés s'est établi à **402 990 646 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 2 354 524 869 FCFA à fin 2009, en baisse de près 83 % sur la période.

Les engagements par signature ont progressé en encours global de 39,2%, à **13 124 445 673 FCFA** à fin 2010 contre 9 426 045 101 FCFA à fin 2009. L'encours des cautions, avals et autres garanties a progressé pour sa part, à 12 332 753 746 FCFA au 31 décembre 2010 contre 8 804 350 467 FCFA à fin 2009. Celui de lettres de crédit s'est établi à 791 691 927 FCFA à fin décembre 2010 contre 621 694 634 FCFA à fin 2009, en hausse de 27,3%.

Les titres de placement ont atteint **19 254 000 000 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 4.645.000.000 FCFA à fin 2009. Cette hausse de 314,5% traduit une gestion rationnelle de la trésorerie de la banque dans le cadre d'un marché régional de titres publics dynamique.

Les immobilisations financières à **1 021 200 241 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 1.352.647.721 FCFA à fin 2009, ont connu une baisse de 24,5%.

Les immobilisations incorporelles à **278 971 907 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 112 993 656 FCFA à fin 2009, ont progressé de près de 147%.

Les immobilisations corporelles à **2 711 300 485 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 2 194 790 162 FCFA à fin 2009, ont connu une hausse de 23,5%.

Les produits d'exploitation ont augmenté de 7,2%, en passant de 10 626 761 767 FCFA au 31 décembre 2009 à **11 392 022 969 FCFA** à fin 2010.

Les intérêts et produits assimilés ont progressé de 1% à **7 652 229 262 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 7 581 489 461 FCFA à fin 2009.

Les commissions ont régressé de 10% au 31 décembre 2010 à **1 003 730 327 FCFA** contre 1 112 060 021 FCFA à fin 2009.

Les produits sur les opérations financières qui regroupent essentiellement les produits sur les titres de placement, les produits sur les opérations de change et les produits sur les opérations hors bilan ont augmenté de 36% avec **2 192 363 110 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 1 612 548 727 FCFA à fin 2009

Les produits généraux d'exploitation ont connu à fin 2010, une hausse de près de 69% à **540 095 113 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 319.868.558 FCFA au 31 décembre 2009.

Le produit net bancaire a augmenté de 5,3% en 2010 en passant de **6 762 157 248 FCFA** à fin 2009 à **7 122 139 111 FCFA** au 31 décembre 2010.

Les produits exceptionnels et sur exercices antérieurs ont fortement baissé à fin 2010 à **57 732 654 FCFA** (-53%) contre 123 312 744 FCFA l'année précédente.

Les charges d'exploitation hors amortissements de **7 749 632 026 FCFA** au 31 décembre 2010 se sont alourdies de 13,7% par rapport à fin 2009 où le niveau se situait à 6 813 449 221 FCFA.

Les charges bancaires qui rassemblent les intérêts et charges assimilées, les commissions, les charges sur opérations financières et les charges diverses d'exploitation bancaire ont augmenté de 10,5% à fin 2010 à **3 864 604 339 FCFA** contre 3 864 604 339 CFA à fin 2009.

Les frais généraux d'exploitation ont augmenté de 18% au cours de l'exercice 2010 et sont ainsi passés de 2 948 844 882 FCFA au 31 décembre 2009 à **3 479 748 168 FCFA** à fin 2010.

Les frais de Personnel qui intègrent la rubrique ont augmenté de 34,6% en passant de 903 203 234 FCFA au 31 décembre 2009 à **1 215 712 490 FCFA** à fin 2010.

Le niveau des frais du Personnel au 31 décembre 2010 découle de l'accroissement des effectifs bancaires suite aux recrutements effectués au cours de l'année sous revue pour répondre à la fois, aux besoins de développement du Réseau d'Agences et à l'étoffement de certaines Structures Centrales.

Les autres frais généraux ont augmenté de 10,7% en passant de 2 045 641 648 FCFA au 31 décembre 2009 à **2 264 035 678 FCFA** à fin 2010. La hausse découle des charges induites par l'accroissement de l'activité bancaire et par l'ouverture de nouvelles Agences.

Les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations ont atteint à fin 2010, **419 678 954 FCFA** contre 303 341 053 FCFA à fin 2009. Cette hausse de 38,4% s'explique par la dotation des immobilisations acquises en 2010.

Les provisions sur créances douteuses de 886 478 202 FCFA au 31 décembre 2009 ont été ramenées à **366 272 251 FCFA** à fin décembre 2010. Cette forte baisse de 58,7 % découle des reprises de provisions antérieures suite aux recouvrements opérés. Elle se double globalement d'une meilleure maîtrise des risques de crédit et d'une amélioration de la qualité du portefeuille de la banque.

Le bénéfice d'exploitation - le bénéfice avant impôt et avant éléments exceptionnels et sur exercices antérieurs s'est établi à **3 085 467 392 FCFA** au 31 décembre 2010 contre 2 579 346 414 FCFA à fin décembre 2009.

Le bénéfice net de l'exercice 2010 de **2 211 491 671 FCFA** s'est trouvé en hausse de 36,6% par rapport à l'exercice 2009 où il se situait à 1 619 114 819 FCFA.

Ce bénéfice a été obtenu après :

- d'une part, la réintégration d'un profit net exceptionnel et sur exercices antérieurs de 57 732 654 FCFA et la déduction d'une perte nette exceptionnelle et sur exercices antérieurs de 171 340 075 FCFA;
- et d'autre part, le paiement d'un impôt sur les bénéfices de 760 368 300 FCFA en 2010 contre 1 006 348 700 FCFA l'année dernière.

Au vu de ce bénéfice et du report à nouveau antérieur, votre Conseil d'Administration vous propose, après constitution de **la réserve légale de 15%** du bénéfice annuel réalisé, soit **331.723.751 FCFA**:

- **la distribution d'une part, d'un dividende par action de 10% du capital** de 5.000.000.000 FCFA portant jouissance sur l'exercice 2010, soit au total **500.000.000 FCFA** et **d'autre part, la distribution d'un dividende exceptionnel par action de 15%** du même capital, soit **750.000.000 FCFA** ;
- **l'affectation en réserve facultative du solde du bénéfice**, soit **629.767.920 FCFA**, le nouveau report à nouveau étant de 0 FCFA.

Après répartition, **les fonds propres** de la BANK OF AFRICA-NIGER y compris les emprunts subordonnés, s'élèveront à **13.018.350.303 FCFA** en 2010 contre 11.197.767.723 FCFA en 2009, soit une hausse de 16,26%. Ces fonds propres après répartition représentent 9,34% du total du bilan de la Banque au 31 décembre 2010 contre 10,14% au 31 décembre 2009.

Pour l'année à venir, la BANK OF AFRICA-NIGER, forte du développement de son activité au cours de l'exercice 2010, va mettre en application la deuxième année de son Plan Triennal de Développement (PTD 2010-2012). Elle s'est donnée pour mission d'être la banque de référence au Niger par la qualité de sa croissance, sa rentabilité, la qualité de son service et sa capacité à proposer des produits innovants.

La réussite de ce Plan dépend d'une part, de la qualité et de l'ardeur au travail des femmes et des hommes qui constituent le Personnel de la BANK OF AFRICA-NIGER et d'autre part, de la force que confère à la Banque, l'appartenance à un Groupe bancaire de référence en Afrique, qu'est désormais le Réseau BANK OF AFRICA. Le Personnel a dans une large mesure fait preuve jusqu'ici, d'ardeur au travail ; qu'il soit donc remercié pour le travail accompli et pour les résultats obtenus en 2010 et qu'il s'engage à poursuivre et à accentuer cette mobilisation en faveur de sa Banque, les défis de l'heure étant encore plus difficiles à relever.

La Direction Générale de la Banque entend contribuer significativement à la mobilisation des ressources humaines de la Banque en poursuivant et en approfondissant les actions entreprises et en développant de nouvelles.

Enfin, le Conseil d'Administration remercie les actionnaires pour leur confiance et leur soutien permanent et sans réserve et souhaite que celui-ci se maintienne et se renforce encore au cours de l'exercice 2011.

POINT 2

**RAPPORTS COMPLEMENTAIRES DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE 500 MILLIONS DE FCFA
DECIDEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 10 AVRIL 2010**

En application des dispositions légales et conformément aux décisions prises par l'Assemblée Générale Mixte tenue le 10 avril 2010, l'augmentation de capital de la BOA-NIGER de 4 500 millions de FCFA à 5 000 millions de FCFA par Offre Publique de Vente (OPV) pour un montant de 500 millions de FCFA prévue au cours de l'exercice 2010, a été entièrement réalisée.

Le déroulement de cette opération s'est établi comme suit :

Le 10 avril 2010, l'Assemblée Générale Mixte a décidé de l'augmentation de capital de la BOA-NIGER par apports en numéraire avec émission de 50 000 actions nouvelles au prix d'émission de 29 000 FCFA l'action et ce, au cours de l'exercice 2010 suite à une première augmentation de capital par incorporation de primes d'émission de 1 000 millions de FCFA. La date de jouissance retenue pour les 50 000 actions nouvelles était le 01 janvier 2010.

Les souscriptions des 50 000 nouvelles actions ont débuté le 05 août 2010 pour être clôturées le 03 septembre 2010.

Le 13 septembre 2010, la BOA-NIGER a reçu du Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/DR) d'Abidjan en Côte d'Ivoire, le montant de 1 450 millions de FCFA au titre de l'OPV, représentant la valorisation de la totalité des souscriptions des 50 000 actions nouvelles. Ce montant se répartissait en 500 millions de FCFA de capital et 950 millions de prime d'émission.

Le 23 novembre 2010, nous avons reçu du Notaire, la déclaration notariée de souscription et de versement tout comme le certificat d'inscription modificative au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier constatant ainsi l'augmentation effective du capital de 4 500 millions de FCFA à 5 000 millions de FCFA.

POINT 3

**RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES (2) DEUX
COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DE LEURS
SUPPLEANTS**

PROJET DE TEXTES DE RESOLUTIONS

PROJET DE TEXTES DE RESOLUTIONS

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mars 2011

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2010, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

Cet exercice clos le 31 décembre 2010 se solde donc par un bénéfice net de 2 211 491 671 FCFA après une dotation aux amortissements de 419 678 954 FCFA et après paiement de l'impôt sur les bénéfices de 760 368 300 FCFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA approuve sans réserve ledit Rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

DEUXIEME RESOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation suivante du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

Rubriques	Montants	en FCFA
RESULTAT DE L'EXERCICE	2.211.491.671	
RESERVE LEGALE		331.723.751
REPORT A NOUVEAU ANTERIEUR	0	
DIVIDENDE (10% DU CAPITAL)		500.000.000
DIVIDENDE EXCEPT.. (15% DU CAPITAL)		750.000.000
RESERVE FACULTATIVE		629.767.920
NOUVEAU REPORT A NOUVEAU		0

TROISIEME RESOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement à l'Etat de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10% sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires **un dividende net d'impôt** correspondant à une rémunération **de 2250 FCFA par action** de 10.000 FCFA. Le paiement de ce dividende s'effectuera trois semaines après la tenue de la présente Assemblée auprès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation domiciliataires des titres.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant la fin du mandat des Commissaires aux Comptes en fonction et sur recommandation du Conseil d'Administration, décide de reconduire respectivement, Messieurs Nouhou Tari, Mamane Kouroukoutou, Commissaires aux comptes titulaires et Messieurs Ahmed DIALLO, Issoufou Ibrahim, Commissaires aux comptes suppléants.

Leur mandat respectif d'une durée de six exercices sociaux, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

POINT 4

QUESTIONS DIVERSES